Rompre avec les chimères

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **31 (1994)**

Heft 1777 [i.e. 1177]

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1009507

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

7 juillet 1994 – nº 1777
Hebdomadaire romand
Trente-et-unième année

Rompre avec les chimères

Les socialistes suisses ont-il manqué le coche ? Toujours est-il que de leur récent congrès des 18 et 19 juin, le public n'aura retenu que l'interrogation très académique sur la nécessité de rompre avec le capitalisme et, pour faire bon poids d'exotisme, la revendication d'une économie féministe.

La faute aux journalistes, dont certains excellent dans l'art de sélectionner les événements et les déclarations selon qu'ils fournissent un titre percutant ? Peut-être. Reste que l'opinion helvétique aura pris note avec étonnement que ce parti gouvernemental n'a décidé qu'à une majorité de hasard de renoncer, dans le court terme, à une alternative au capitalisme, pour éliminer aussitôt et à une majorité tout aussi hasardeuse toute référence à la paix sociale. Et pour annoncer simultanément le lancement d'une initiative populaire visant à rendre obligatoires les conventions collectives de travail. Comprenne qui pourra.

Cet effet d'optique est regrettable car le projet de programme économique débattu à Berne mérite mieux. On nous prévient que la discussion n'est pas close et que les propositions devront être affinées. Tant mieux, car la demande est forte de perspectives à la fois novatrices et crédibles, qui alimentent l'espoir sans repousser les objectifs aux calendes grecques.

C'est bien le drame du mouvement socialiste aujourd'hui: trop aligné sur les positions de ses adversaires politiques par souci électoral — la ruée sur le centre —, il n'est plus porteur d'espérance; ou, s'il se risque à quelque projet original, c'est alors son image d'éternel rêveur qui retient l'électeur de lui donner sa chance. Combien de gouvernements européens, usés par le pouvoir, ont dû leur salut à l'insuffisante crédibilité de leurs adversaires de gauche.

Arrimer l'espoir dans le futur immédiat implique de rompre clairement avec les chimères de la lutte des classes et du dépassement du capitalisme. Car le désarroi politique de l'heure appelle des réponses précises, réalisables dans le court terme et porteuses de changements concrets dans la vie quotidienne. Des réponses qui doivent impérativement prendre en compte trois types de données, sociologiques, économiques et culturelles.

Une majorité d'opprimés, telle fut autrefois la base sociologique du mouvement socialiste. Aujourd'hui, dans les sociétés industrielles, les défavorisés sont minoritaires. Voilà qui impose de traduire de manière nuancée l'exigence de solidarité — tous les locataires, tous les rentiers ne sont pas à plaindre — et d'insister sur le facteur de cohésion sociale que représente cette exigence.

Une politique locale qui ne tient pas compte de l'interdépendance économique est vouée à l'échec. La mobilité du capital, le poids du système financier, la spéculation, la concurrence des pays sans protection sociale appellent des réponses internationales. La question n'est plus d'accepter ou de refuser des institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale, le Gatt ou l'Union européenne, mais bien de développer et d'améliorer ces institutions. La gauche doit se défaire du syndrome blochérien qui l'habite parfois encore.

L'irrésistible montée de l'individualisme n'est pas seulement signe de repli et d'égoïsme; elle traduit aussi une exigence d'autonomie, de liberté qui s'accompagne d'une méfiance à l'égard de l'Etat. A ce chapitre, la gauche a encore beaucoup à apprendre; notamment que le bonheur social n'est pas proportionnel au budget et aux effectifs de la fonction publique et que l'Etat nouveau s'améliorera en stimulant les initiatives de la société civile (voir notre série d'articles sur la réforme du service public).

Si les libéraux ont actuellement le vent en poupe, c'est qu'ils ont bien compris ces trois données: parti des «gagnants», ils s'en remettent aux mécanismes «naturels» de l'économie et prêchent la liberté. Aux socialistes de valoriser ces mêmes données: en montrant qu'une société, pour être viable, ne peut tolérer des perdants à demeure; en proposant les correctifs qui stimulent le marché à produire plutôt qu'à spéculer et qui incitent la production à assurer son avenir en ménageant les ressources naturelles; en favorisant des espaces de liberté qui permettent à chacun d'entreprendre et donc de se réaliser.

JD